

La Tunisie, terre de transit vers l'Europe

Chaque année, plusieurs centaines d'Africains subsahariens passent de Tunisie en Libye afin de traverser la Méditerranée

SFAX (TUNISIE) - envoyé spécial

Le père David Gnadouwa est insistant, alarmiste même, au téléphone: «*Sylvia n'est pas arrivée, elle est morte. On l'a repêchée au large de Lampedusa.*» Assis dans la pénombre du presbytère catholique de Sfax, grosse ville marchande du littoral oriental de Tunisie, le prêtre issu de la Société des missionnaires d'Afrique (pères blancs) tente de dissuader son interlocuteur au bout du fil, un jeune Camerounais, de rejoindre l'Europe via la Libye.

Alors, il lui rappelle le sort de Sylvia. L'Ivoirienne avait quitté Sfax trois mois plus tôt, des rêves d'Europe plein la tête. Grâce à des passeurs, elle avait pu s'introduire en Libye, d'où elle a embarqué sur un esquif précaire. Pour ne jamais atteindre Lampedusa, île au large de la Sicile, la porte de l'Europe pour les migrants arrivant de Libye. «*L'Europe n'est pas ce que vous croyez! Si vous avez un peu d'argent, investissez-le plutôt au pays*», conseille le père David, originaire du Togo, à son interlocuteur.

La Tunisie est un pays de transit pour les Africains subsahariens désireux de traverser la Méditerranée, même si la filière est moins connue et fréquentée que d'autres. En général, les migrants accèdent à la Libye par le sud (Niger, Tchad) ou le sud-est (Soudan). S'il est difficile d'atteindre Lampedusa directement des côtes tunisiennes – verrouillées après une vague de départs après la révolution de 2011 –, le passage par la Libye voisine demeure possible, en dépit du renforcement des contrôles à la frontière. Aucun chiffre officiel n'est disponible pour ces départs par définition clandestins. Mais des estimations circulent: «*Ils seraient plusieurs centaines par an à passer en Libye à partir de la Tunisie*», avance Rachid Ahmed, le président de l'Association des étudiants et stagiaires africains en Tunisie (Aesat).

«**Je veux rentrer fière de moi**» Sfax, où réside un millier d'Africains subsahariens, est souvent l'ultime étape avant le grand saut. De tragiques échos parviennent ainsi aux oreilles du père David. Dans le salon du presbytère, sage-ment assise sur un canapé, Angèle Kona écoute avec intérêt la conversation téléphonique du religieux. Le sujet la concerne au premier chef, elle qui s'interroge aussi sur un éventuel départ.

Tresses nouées en chignon, cette femme de ménage ivoirienne de 40 ans a fui ses employeurs tunisiens. Elle avait débarqué en Tunisie huit mois plus tôt en provenance d'Abidjan, attirée par une offre d'emploi dans une famille de Sfax qui s'est révélée un véritable piège. Comme elle, plusieurs milliers d'Africaines subsahariennes ont ainsi été aspirées en Tunisie dans des réseaux qualifiés de «*traite*» par les associations défendant leurs intérêts.

«*Je n'ai pas pu tenir plus d'un mois*», raconte-t-elle. Les conditions de travail ont brisé sa santé et son moral. Logée à domicile, elle était corvéable de l'aube jusqu'à minuit. Le couple d'employeurs affichait une respectabilité bon teint – elle architecte, lui banquier – mais Angèle Kona s'est sentie traitée «*comme une esclave*», une «*machine*». «*Un jour, on m'a déposée là, comme un paquet, résumet-elle. C'est comme si on m'avait achetée, j'étais leur propriété.*» Au bout d'un mois, elle s'enfuit au risque de plonger dans la précarité.

Et maintenant, rentrer au pays? «*Non, je ne peux pas rentrer comme ça, sur un échec*, ajoute-t-elle. **Je veux rentrer fière de moi,**

Logée chez ses employeurs à Sfax, Angèle Kona, venue d'Abidjan, s'est sentie «comme une esclave»

car il faut affronter le regard des autres.» Alors, il lui reste l'aventure européenne. Via la Libye, forcément. Au père David qui la met en garde à son tour contre les périls encourus, elle rétorque: «*Qui ne risque rien n'a rien.*»

Vouloir quitter la Tunisie pacifique pour le chaos libyen relève d'une cruelle ironie. Les tentations de départ d'Angèle Kona sont pourtant partagées par de nombreux Africains subsahariens, employés ou étudiants, s'estimant mal accueillis ou maltraités en Tunisie. S'il est vrai que certains nourrissaient dès le départ le projet de gagner l'Europe, nombre d'entre eux s'y sont résolus faute d'alternative, déçus par leur séjour tunisien. La condition des étudiants peut ainsi se révéler kafkaïenne: il leur est souvent impossible de satisfaire aux conditions de régularisation (documents difficiles à fournir dans les délais), ce qui leur vaut de lourdes pénalités (960 dinars par an, soit 400 euros).

Tiraillements avec l'UE

Au bout de plusieurs années de précarité administrative, l'impasse devient totale. Ceux qui seraient tentés de rentrer chez eux n'en ont même plus les moyens car il leur faudrait solder leurs pénalités très élevées en sus du billet d'avion à acheter. «*Le casse-tête de leur situation en Tunisie est la cause principale de leur départ en Libye*», déplore Rachid Ahmed. A cette clientèle en plein désarroi, des aigrefins liés à des réseaux de passeurs proposent une sortie vers l'Europe – via la Libye – moins chère que le coût du départ légal de Tunisie. Rachid Ahmed connaît «*une quarantaine*» de ces étudiants ayant ainsi cédé à la tentation depuis 2013.

Un tel flux migratoire n'est pas sans causer des tiraillements entre la Tunisie et l'Union européenne. A l'instar de l'accord signé en 2014 avec la Turquie, l'UE a

en effet entamé des négociations avec la Tunisie sur la réadmission des ressortissants de pays tiers. Un tel texte imposerait à la Tunisie de récupérer tout migrant non Tunisien ayant transité sur son sol avant de débarquer en situation irrégulière en Europe. Soit précisément le cas de nombre de ces Africains subsahariens qui passent en ce moment en Libye.

«*Nous sommes opposés à un tel accord*, objecte Lilia Rebai, directrice du programme Tunisie du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme. *En droit comme en pratique, le cadre tunisien n'est actuellement pas adapté à l'accueil de ressortissants de pays tiers dans des conditions respectueuses de leurs droits.*» La Tunisie ne dispose en effet ni de programmes de retours volontaires dans les pays d'origine, ni de droit d'asile. Réadmettre en l'état ces migrants pourrait ainsi recréer les conditions de nouveaux départs vers... la Libye. A Sfax, Angèle Kona connaît toutes ces embûches à venir, ces périls potentiels, mais elle répète sa formule talisman: «*Qui ne risque rien n'a rien.*» ■

LE CONTEXTE ■ FÉDÉRIC BOBIN

RACISME

Le premier ministre tunisien, Youssef Chahed, a appelé, lundi 26 décembre, à l'examen «*en urgence*» par le Parlement d'un projet de loi pénalisant le racisme, au lendemain d'une manifestation d'étudiants africains dénonçant de «*multiples cas d'agressions*». Trois Congolais avaient été attaqués samedi 24 décembre à Tunis: «*Deux ont eu la gorge tranchée et le troisième a été poignardé. Nous réclamons justice*», a déclaré Rachid Ahmed, le président de l'Association des étudiants et stagiaires africains en Tunisie.